

De: **Michel Santo** michelsanto2@yahoo.fr  
Objet:  
Date: 2 octobre 2018 à 14:26  
À: Michel Santo michelsanto2@yahoo.fr



## Attentats du 13-Novembre

Suivre

Récit

Après le Bataclan, un père sur le chemin de la haine

Par Lucie Soullier, Elise Vincent

Patrick Jardin, qui a perdu sa fille lors des attentats du 13 novembre 2015, reste profondément meurtri par ce drame et apparaît de plus en plus souvent auprès de figures d'extrême droite.

Il est l'anti-Antoine Leiris. L'inverse de l'ancien journaliste qui ne cesse de crier que nul n'aura sa haine depuis la mort de sa femme, au Bataclan, le 13 novembre 2015. A 65 ans, Patrick Jardin partage la même douleur depuis qu'il a perdu sa fille de 31 ans, le même soir, dans le même attentat. Mais lui conserve sa colère de père. Il la revendique et la brandit, « incapable de pardon », au point qu'il assure avoir écrit à Antoine Leiris, auteur d'une longue lettre ouverte aux terroristes, Vous n'aurez pas ma haine, publiée ensuite chez Fayard. A ceux qui veulent bien prendre le temps de l'écouter, Patrick Jardin répète l'exact contraire : « Moi, j'ai la haine. »

A force de rancœur, ce fort en gueule taillé à la Gérard Depardieu est devenu la victime totem d'un autre camp, à l'opposé des « bobos gauchos » et du « Je suis Charlie ». Ses soutiens à lui abhorrent le « politiquement correct » et le dialogue avec « l'islam de France ». Ils s'appellent Génération identitaire, TVLibertés ou encore Renaud Camus, l'un des théoriciens du « grand remplacement ». En clair, le gotha de l'activisme d'extrême droite. Pourtant, Patrick Jardin l'assure : son combat est « apolitique », et lui-même se dit « ni de droite ni de gauche ». Ce vendeur de voitures à la retraite, originaire du nord de la France, aurait tout autant aimé que « Poutou ou Mélenchon » répondent à ses lettres, envoyées, comme il l'affirme, à des dizaines de responsables politiques. Lui cherche juste des « mains tendues ».

Le 21 septembre, lors d'un point presse contre le concert du rappeur Médine au Bataclan, c'est pourtant encore la droite de la droite qui entoure ce père meurtri, veuf depuis une quinzaine d'années. Rien qu'à la tribune, ils sont quatre à ses côtés, à défendre « ce lieu martyr » et à pourfendre « les forces » accusées de porter atteinte à « l'identité de notre pays » : Karim Ouchikh, du parti Souveraineté, identité et libertés (SIEL), Richard Roudier, leader du groupe identitaire de la Ligue du Midi, Christine Tasin, présidente de Résistance républicaine, connue pour ses apéros « saucisson-pinard », et Pierre Cassen, fondateur du site Riposte laïque.

L'absence de Nathalie

En cette rentrée marquée par une poussée nationaliste dans plusieurs pays d'Europe, la conférence s'achève sur une petite victoire à l'échelle de l'ultradroite. Il est 16 heures passées lorsque Patrick Jardin surgit, suivi de près par une caméra de TF1. Il a eu la primeur de l'information : finalement, Médine ne se produira pas au Bataclan. La direction de la salle et le rappeur y ont renoncé « par respect » pour les familles des victimes (cent trente morts, plus de six cents blessés). Les figures de l'extrême droite applaudissent. Patrick Jardin, lui, semble respirer et se dit « apaisé ». Mais il repart sans sourire, la haine qui le ronge est trop profonde depuis le 13 novembre 2015.

Ce vendredi soir-là, il regardait le match de football France-Allemagne chez lui, à Lille, lorsque ont résonné les premières détonations des attentats parisiens. Il sait alors que son aînée, Nathalie, régisseuse lumière, assiste à un concert au Bataclan avec des amis. Il appelle. Rien. Prend sa voiture, avale en trombe les 200 kilomètres d'autoroute qui le séparent de la capitale. Il n'apprendra que quarante-huit heures plus tard que sa fille est morte, mais ne pourra la voir qu'à travers la vitre de l'Institut médico-légal de Paris. Sans même pouvoir « lui faire un bisou ».

Depuis, Patrick Jardin ne peut plus suivre un match sans appréhension, lui le passionné de foot, un temps arbitre de haut niveau amateur. Il ne quitte plus la région lilloise sans faire un détour par le cimetière. Ne passe plus par Paris sans se recueillir devant « la toute petite plaque » d'hommage aux victimes, installée dans le square situé en face du Bataclan. Même lorsqu'il évoque des souvenirs heureux, comme le récent mariage de son fils, c'est pour insister, avant tout, sur l'absence de Nathalie. Trois ans après les attentats, il paie d'ailleurs toujours le forfait téléphonique de la jeune femme, pour pouvoir l'appeler quand il ressent le besoin d'entendre sa voix sur le répondeur. Il est allé jusqu'à récupérer les photographies prises par les médecins légistes lors des constatations judiciaires. « Là. Vous voyez ? » Il lui arrive de les sortir de son téléphone, sans prévenir, puis de souligner avec son doigt ce qu'il pense être les stigmates d'un égorgement. « Je ne dis pas qu'elle a été égorgée, mais je ne pourrai jamais être sûr. On nous cache tellement de choses », avance-t-il. Est-ce qu'il les observe souvent, ces photos ? « Ça m'arrive », murmure-t-il.

Thèses complotistes

La quête du moindre détail sur la mort de sa fille est devenue son obsession. « Je passe ma vie à ça », confie-t-il d'une voix ferme. Refaire l'enquête, coûte que coûte, malgré les évidences. D'après le rapport d'autopsie, le corps de Nathalie était criblé d'éclats de balle. Un élément presque oublié par son père, qui retient surtout qu'elle a succombé à un « traumatisme thoracique », ce que les experts désignent par le terme « pneumothorax », un décollement du poumon. Un choc bien connu de la médecine militaire, qui a conduit Patrick Jardin à se persuader que Nathalie aurait pu être sauvée si les secours étaient intervenus plus tôt. Dans ses valises de vacances, il emmène toujours les « deux tomes » du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la gestion des attentats par l'Etat, rendu en juillet 2016. Il lit tout, regarde tout ce qui est publié sur Internet et se laisse gagner par le complotisme en dérivant volontiers sur l'implication de la famille de banquiers Rothschild et des services secrets israéliens. Mais n'allez pas lui coller « une étiquette de fachos dans le dos », comme il dit. Il refuse d'être qualifié de « raciste ». Lui préfère se dire « gaulliste », « nationaliste » et « patriote », comme toute la mouvance d'ultradroite. D'ailleurs, s'il a voté Marine Le Pen à la présidentielle, c'était surtout « par dépit » et parce que « surtout pas Macron » : « Il va laisser entrer encore plus de migrants en France, il faut mettre le holà. » Etait-il déjà si radical, avant les attentats ? Il a bien « un petit antécédent », une histoire de foot dans laquelle il avait « traité quelqu'un de sale Nègre », qui lui a valu six matchs de suspension et trois mois de prison avec sursis. Il raconte aussi les vols de voitures et de pièces d'outillage à répétition. dans son ancienne concession automobile de

Tourcoing (Nord), et l'impuissance du commissariat voisin à coincer les coupables. C'est de là, à l'entendre, que daterait son sentiment grandissant d'un Etat bien trop faible.

Sa tentation de recourir à la violence s'est aggravée après le 13 novembre 2015. « On ne répond pas à des kalachnikovs avec des bougies et des chansons », proteste-t-il aujourd'hui, avec l'impression d'être en « état de guerre » et paré pour un conflit identitaire. « Si les Arabes commencent à foutre le bordel dans la rue, moi, j'ai des amis qui n'attendent que ça. » Ce discours a fini par attirer à lui un groupuscule apparu récemment sur les radars de la justice et des services de police spécialisés : l'Action des forces opérationnelles, l'AFO. En juillet, treize de ses membres, suspects d'avoir fomenté des attentats contre des cibles musulmanes, ont été interpellés. Leur chef présumé avait tenté de recruter Patrick Jardin, ce qui vaut à ce dernier d'être mentionné dans le dossier d'instruction, même si aucune charge ne pèse sur lui.

Récupération politique

Les deux hommes s'étaient rencontrés aux réunions des Volontaires pour la France (VPF), une association légale, elle, tout aussi engagée « contre l'islamisation » du pays, mais opposée, sur le papier, à l'action violente. Aux VPF, Patrick Jardin a trouvé des gens prêts à l'écouter, alors qu'il a sans cesse eu l'impression de détonner dans les associations de victimes du terrorisme. « Pour eux, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. » En 2017, il a tout de même fini par se lasser des VPF, s'en éloignant avec le sentiment que cette association, au fond, était aussi passive que les autres.

Quand Le Monde a rencontré Patrick Jardin, début juillet, à l'ombre des parasols d'une plage privée de la Méditerranée, où il passait quelques jours de vacances, il était persuadé que rien ne serait écrit de ce qu'il pensait. Il en avait rencontré, depuis l'automne 2015, des journalistes de presse écrite, radio, télévision... et en gardait le sentiment que sa colère était systématiquement « censurée », du moins édulcorée. Il faut dire qu'à broser le portrait d'un tel homme on court le risque de justifier la radicalité d'un « papa qui a perdu sa fille », comme il se présente à chaque fois.

Voilà bientôt trois ans qu'il s'échine à exposer sa version du 13-Novembre. Il a tout consigné noir sur blanc, dans un livre quasiment bouclé. Restait à trouver un éditeur... Jusqu'à cet été, il n'en avait pas. Mais sa douleur de paria a fini par arriver aux oreilles de Jean-Marie Le Pen, qui lui a glissé le nom de la maison d'édition – Muller – ayant accepté de publier ses propres Mémoires. Interrogé, Patrick Jardin ne confirme pas avoir suivi le conseil du fondateur du Front national. Avant lui, Marine Le Pen avait déjà senti l'intérêt politique de son histoire. En meeting à Lille pendant la campagne présidentielle de 2017, elle avait demandé à le recevoir dans sa loge. Le 23 septembre, c'est son allié d'entre-deux-tours, Nicolas Dupont-Aignan, qui l'a invité à la tribune du Cirque d'hiver, à Paris.

Médiatisé, récupéré, le père traumatisé a toujours refusé de se rendre dans l'une des cellules de soutien psychologique proposées par l'Etat, préférant passer sa retraite à déposer plainte contre tous ceux qu'il juge responsables de la perte de sa fille : l'Etat belge – pays où les djihadistes ont préparé les attentats –, Jawad Bendaoud, leur logeur à Saint-Denis, ou même les paroles des chansons du rappeur Médine. Au téléphone, le 24 septembre, il nous confiait encore, bravache, se préparer « à toute éventualité. [Il] pense que ça va péter ». Une provocation de plus, effacée lorsque l'émotion le rattrape et que la gouaille disparaît : « Je n'aurai pas de pardon, mais je veux qu'on m'aide à comprendre. »

Envoyé de mon iPhone

